

Chroniques du temps qui passe...

Vous trouverez ci-dessous quelques articles rédigés par mes soins (pour certains, simples « billets d'humeur »), et qui ont commencé à paraître depuis 2020 dans le journal « la Provence », journal des patriotes et des socialistes comme il s'est longtemps défini !

Le premier de ces écrits a débuté lors de cette étrange période du confinement, puis les suivants ont voulu réagir au gré de l'actualité.

Il y sera question de la mort d'un footballeur argentin, d'une invitation aux autorités à faire entrer au Panthéon une ardente féministe, du portrait d'un populiste sans racine, du devenir d'une ville cosmopolite et attachante, d'un métier admirable pour qui sait l'exercer, d'une guerre en Europe Orientale, d'un ami juif, de Voltaire et en filigrane, toujours d'Albert Camus....bonne lecture.

Je vous écris d'un village de Haute Provence

« Dans les premières heures de la journée où l'arrêté entra en vigueur, la préfecture fut assaillie par une foule de demandeurs qui, au téléphone ou auprès des fonctionnaires exposaient des situations également intéressantes et en même temps impossibles à examiner. A la vérité, il fallait plusieurs jours pour que nous nous rendissions compte que nous nous trouvions dans une situation sans compromis et que les mots « transiger », « faveur », « exception » n'avaient plus de sens »

Extrait de « la Peste » d'Albert Camus

Qui l'eut cru ! La ruralité garde quelques vertus et c'est le confinement lié au coronavirus qui en est son chantre.

La crise sanitaire que nous traversons laissera inévitablement des traces et nous y reviendrons une fois que nos vies auront retrouvé leur caractère journalier. Il y a fort à parier que le journal d'un(e) confiné(e) devienne le titre le plus couru de la prochaine rentrée littéraire...

A cet instant ce qui m'importe, alors que la tourmente nous guette et que le pic de l'épidémie (comme on parlerait du pic de pollution) n'est pas encore atteint, c'est de nous interroger sur ce million de franciliens qui a quitté « sa zone de confort » parisienne pour venir se réfugier en province, dans laquelle la Haute Provence prend sa part.

Je parle d'une « zone de confort » quittée parce qu'il ne s'agit pas des franciliens les plus mal lotis qui ont rejoint le bon air de la campagne. On aura beau chercher : la solution « de repli » engendrée par la crise sanitaire concerne les moins pauvres de nos concitoyens, bénéficiaires de confortables appartements, et point les habitants confinés des cités. Ces derniers, déjà relégués sociaux, se partageant quelques mètres carrés de leur logis avec vue imprenable de l'étroit balcon sur le bloc d'immeuble d'en face.

Dans son roman « la peste », cette inégalité entre riches et pauvres n'avait pas échappé à Albert Camus qui résumait bien le faux dilemme des nantis demandant des mesures radicales pour mettre fin à la peste, accusant les autorités d'incurie mais n'oubliant pas l'essentiel pour leur propre sort : « certains qui avaient des maisons au bord de mer parlaient déjà de s'y retirer ».

Prémonitoire et actuel.

Ces citoyens propriétaires d'une maison au bord de mer ou de campagne, sans attendre la règle restrictive des déplacements à venir s'étaient déjà retirés et, jouant la montre, avaient déjà rejoint leur lieu de confinement, dans une morbidité insouciante en mettant les autochtones face au potentiel virus colporté et transmissible.

L'autochtone, dubitatif, s'interrogeait dans une forte incompréhension : est-ce ainsi que certains citadins vivent et conçoivent leur rapport à la campagne ?

Je dois me faire l'écho des propos du boucher du village qui disait, mâchoire serrée, que l'arrivée « des parisiens » (parfois déposés en taxi) lui rappelait, par son effervescence, l'arrivée des touristes un 15 août...la surprise en plus.

Nous y voilà et c'est de cela dont j'avais envie de vous narrer, on vient en confinement comme on vient en villégiature.

Cette troublante impression étant accentuée par le mépris affiché par une partie de ces citadins face à l'incongruité de la situation lorsqu'on sait que l'hôpital le plus proche, celui de Manosque, est organisé, en l'état, pour six lits de réanimation dévolus au virus en cas d'une aggravation sanitaire.

Après le trouble du boucher, c'est le propos rapporté par cette vieille dame, installée dans un hameau isolé, gardienne bienveillante d'une chapelle, et qui a vu un jeune homme, inconnu d'elle, venir avec deux enfants en bas âge en direction du lieu de culte (pourtant signalé comme fermé pour cause de crise sanitaire). « *Je me suis permis de lui rappeler que la chapelle n'était pas accessible au public et que le confinement ne l'autorisait pas, avec ses enfants, à se déplacer et j'ai ajouté* » me dit elle « *que nous devions être solidaires pour sortir au plus vite de cette situation* ».

Que n'a-t-elle pas dit ! Et encore toute tremblante à cette évocation, elle me rapporta la réponse du jeune homme :

« *Je n'ai pas à être solidaire de vous, je ne vous connais pas* » !

Pas faux de dire qu'il ne la connaissait pas, pourtant le propre de la solidarité c'est de s'en moquer.

« *Mais étiez-vous sûr qu'il s'agissait d'un citadin ?* » hasardais-je. « *Oui, il avait les souliers de ville sur des sentiers pierreux, et sa voiture, immatriculée en région parisienne, était bien engagée dans le champ de lavande, là où personne ne doit se garer* ».

Le doute n'était plus permis.

Continuons dans l'expression de cet exode urbain, il y a ce fils de paysans, parti à la ville pour réussir dans « le dessin d'art » qui n'avait plus donné des signes de vie à sa famille depuis si longtemps, et que le père a vu arriver à l'imromptu « la veille des élections municipales ». Sans doute l'appel des racines, un appel qui a fait sourire le père non sans une certaine malice au coin des yeux et à la commissure des lèvres.

Je ne voudrais accabler personne et encore moins me poser en directeur de conscience, parce qu'en ces temps sanitaires incertains tout le monde vous justifiera d'un motif légitime et sérieux à déroger à la règle pour sauver sa peau et tout le monde vous expliquera, à juste titre, que la mort continue de rester un scandale absolu.

Le seul aspect de ce départ précipité de franciliens et qui ne cessera de jeter le trouble, c'est ce refus de solidarité qui en anime certains, avec le dénigrement de l'autorité politique pour corollaire.

Enfin quoi ! L'autorité politique actuelle est-elle responsable de l'absence de masques comme dans « la Peste » le préfet était tenu responsable de l'absence de sérum à Oran ?

Il suffit de revenir sur l'évolution de la conception de la mission de service public depuis plus d'une décennie pour se rendre compte que l'actuel président de la république n'est que le gestionnaire d'une situation enclenchée il y a bien longtemps.

Qui se souvient de la RGPP mise en place en 2007 ?

Sous ce sigle se dissimulait la révision générale des politiques publiques en d'autres termes comment faire mieux et moins cher dans nos services administratifs. Le sigle changera en 2012. On parlera de MAP (modernisation de l'action publique) pour une politique idoine.

Qui se souvient de la loi du 21 juillet 2009 dite Loi Hôpital Patients Santé Territoires qui fixait, entre autre, au chef de service hospitalier des obligations de rentabilité, apanage du secteur privé ?

Qui se souvient de l'irruption du service d'intérêt économique général dit SIEG voulu par l'Union Européenne dans la gestion administrative ? Notion mortifère qui tailla en lambeau « le service public à la française » laissant la porte ouverte à une gestion privée et externalisée des services traditionnels de l'État comme... la fabrication des masques et la production de médicaments.

Dont acte pour les conséquences actuelles d'une politique publique erratique passée. Mais quid pour demain ?

Il y a source d'espoir dans les discours de nos dirigeants et du premier d'entre eux prêt à « *tirer toutes les leçons* » de cette crise sanitaire pour retrouver une souveraineté en la matière et faire ce qui doit être fait pour sauver l'hôpital c'est-à-dire nous sauver.

Les leçons à retenir doivent aussi concerner la Justice en déliquescence, l'Éducation Nationale en voie de paupérisation... tous ces services publics qui font du lien social ou le justifient.

Le changement ne pourra se faire que par une remise en cause des tenants d'une doxa budgétaire et leur refus pavlovien de tout déficit, prendre pour l'avenir la bonne distance avec les notions de rentabilité et de profit pour leur substituer une notion plus noble du « service rendu » « *quoiqu'il en coûte* ».

Il doit surtout passer par la primauté de la solidarité (même avec les gens que l'on ne connaît pas !) solidarité dont on a fait fi depuis tant d'années au nom d'un individualisme forcené, d'un « sprint » à la performance vanté de toute part et dont on aperçoit l'inanité en cette période de coronavirus.

Puisse cette période de confinement avec son sentiment d'exil intérieur nous rappeler que réduit à penser au temps d'avant l'épidémie et au temps d'après où chacun « *doit accepter de vivre au jour le jour et seul en face du ciel* » (dixit toujours Camus dans la Peste), notre salut ne peut venir que d'une prise de conscience d'une société toujours plus solidaire.

Et de Haute Provence, là d'où je vous écris, le ciel cristallin de ce début de printemps m'invite à la plus belle forme d'optimisme, l'espérance.

Maradona où l'art du contre-pied

La ferveur populaire à Buenos Aires s'étant un peu estompée depuis sa disparition, j'avais envie de rendre hommage, par ce billet, à ce footballeur, demi-dieu pour le peuple argentin et, dans l'olymphe des divinités footballistiques, sans doute le plus grand d'entre tous.

Je veux parler de Diego...Diego Armendo Maradona !

Plus précisément, j'avais envie d'essayer de comprendre comment ce jeu basique appelé le football, dont les fondamentaux consistent à faire des passes d'un joueur à l'autre en direction du camp opposé pour marquer des buts, peut susciter autant de passion (et je n'y échappe pas).

On ne saisira jamais cette ferveur populaire des argentins autour de la disparition de cet artiste du football sans revenir sur ce quart de final d'un match de la Coupe du Monde disputé et gagné par les argentins à Mexico le 22 juin 1986. Ce jour-là, ce n'était pas qu'un match opposant l'Argentine à l'arrogante Angleterre dirigée par la non moins arrogante Margaret Thatcher. Qu'on se rappelle. Quelques temps auparavant, l'Argentine, en proie à une profonde crise économique et sous tutelle régulière du FMI, avait voulu récupérer les Îles Malouines à quelques encablures de ses côtes, des îles occupées par les anglais. La réponse anglaise fut cinglante. Dans une guerre éclaire marquée par son relent de colonialisme, l'Angleterre pulvérisait cette vaine tentative, mettant en berne la fierté du peuple argentin.

En ce début d'été 1986, ce petit bout d'homme allait renverser la table, permettre aux argentins de retrouver une dignité écorchée et rétablir une symétrie autorisant ce pays à parler d'égal à égal avec l'Angleterre....« la main de Dieu » aidant. Dans ce quart de final mémorable Maradona avait prétexté Dieu ou plus précisément sa main pour réussir le but le plus controversé de l'histoire du football et, dans cette même rencontre, sans prétexte divin, juste par son talent aux confins du génie, il allait récidiver pour réaliser le plus beau but de l'histoire de la Coupe du Monde.

Si pour les argentins le tango, c'est la mélancolie qui se fait danse, le football c'est la vie qui se fait jeu.

Alors main ou pas main ? Pour reprendre le mot de l'écrivain sud-américain Jorge Luis Borges, on ne convoque pas Dieu pour s'expliquer devant la justice des hommes !

Mais si le football se pratique sur un carré vert délimité, il s'est invité bien au-delà avec Maradona, devenu le porte-parole des sans-voix. L'engouement et la tristesse planétaires constatés à sa mort venaient d'abord, disons-le, des pays du tiers monde lesquels s'identifiaient volontiers à ce petit prodige faisant la leçon aux puissants. Ce fils des « Olvidados », les oubliés des bidonvilles au sein desquels il donna ses premiers coups de pied dans un ballon de cuir, restera toujours ému à la simple évocation de ce temps d'avant la notoriété, ce temps où il lui arrivait de regagner son lit, le ventre creux.

Il en est resté quoi de cette enfance pauvre dans l'homme devenu ? un goût revendiqué à la transgression.

S'il s'est affiché de préférence avec des dictateurs sud-américains, comme Fidel Castro ou Hugo Chavez, plutôt qu'avec des démocrates, c'est que son instinct d'enfant miséreux l'a persuadé que ces dictateurs en faisaient plus pour les pauvres. Il est comme Christian, le révolté « du Bounty » qui croit dur comme fer que l'ordre établi par les puissants ne sera jamais celui des humiliés à la recherche d'un phalanstère. Il est aussi Tony Montana, ce héros tragique, dans « Scarface », qui finit par regarder un monde, qui n'est plus le sien, les narines reniflant une poudre blanche mortifère.

Prenant le contre-pied d'un monde sans direction et injuste, Maradona avait fini par l'ignorer se laissant aller à un embonpoint, à telle enseigne qu'il était parfois porté sur une chaise, à l'instar d'un monarque au milieu de ces sujets, continuant de regarder les terrains de football comme le seul refuge apaisant dans lequel son génie créatif avait pu s'exprimer.

A nous, il reste le souvenir de sa jeunesse sur ce carré vert magique et le droit de nous ébaubir sur ses exploits à jamais éternels.

Monsieur le Président « ne vous résignez pas » : Gisèle Halimi doit entrer au Panthéon !

Lors de la disparition de Gisèle Halimi en juillet 2020, au cœur d'un été émollient et d'une crise sanitaire latente, peu propices aux hommages à la juste mesure de la disparue, nous étions nombreux à penser que viendrait le temps de s'interroger légitimement sur la place qui fut la sienne dans les combats menés par cette ardente féministe (mais pas que cela !).

Parler de la place de ses combats c'était aussi s'interroger sur le lieu idoine pour les rappeler.

L'idée de « panthéoniser » une femme, dans un lieu qui en manque cruellement, a fait son bout de chemin et vos propos, Monsieur le Président, lors du discours aux Invalides le 04 septembre 2020 est venu la conforter en laissant entrevoir une place pour Gisèle Halimi dans cet édifice d'une Patrie reconnaissante. Qu'on se rappelle ! Ce jour-là il était question d'une femme qui « plaida pour l'émancipation des peuples ». Nous ne pouvions que nous réjouir d'une vision claire et cristalline de son engagement. La cause était entendue.

Et puis, il y a quelques jours, au détour d'une actualité dont on voudrait que la seule dispute efficiente soit au nom des défis sociétaux engageant l'avenir de la planète, des voix se sont élevées et déroutées vers l'Élysée pour contester les combats de Gisèle Halimi, plus précisément son combat pour la libération des peuples opprimés. Le sien, on le sait, fut celui pour le peuple algérien.

Comme toujours, la complexité d'une époque passée a rejailli dans un débat que l'Histoire a, au vrai, tranché. Oui, la décolonisation allait dans le sens de l'Histoire et les blessures engendrées, de tout ordre et dont on ne doit pas ignorer la réalité, ne peuvent remettre en question la sincérité de l'engagement de cette femme pour un monde meilleur et plus juste.

Monsieur le Président, je vous sais sensible à l'unité nationale et la première vertu d'une telle unité passe par une reconnaissance des hommes et des femmes qui ont œuvré pour rappeler l'exemplarité de la France dans les combats pour les droits de l'homme au nom d'un héritage, celui de la Révolution Française, qui nous oblige. Gisèle Halimi s'est juste mise dans les pas de cette obligation comme avant elle Victor Hugo, qui n'hésita pas à dénoncer l'esclavage et défier un illustre empereur qualifié de « petit ».

Aux détracteurs, à la mémoire sélective, de Gisèle Halimi, j'ai juste envie de rappeler, par ces quelques lignes, les combats (pas exclusivement anticolonialistes) qui furent les siens durant les décennies traversées, et bon nombre de verrous qu'elle a levés au nom d'un humanisme sans faille.

Le premier verrou levé, c'est celui d'avoir compris qu'il n'y avait pas de fatalité à naître femme au sein d'une famille judéo-berbère, dans une Tunisie marquée par un patriarcat séculaire, refusant définitivement toute assignation à demeure culturelle. De quelle manière ? En faisant une grève de la faim à l'âge de 12 ans (!), une grève pour signifier à ses parents qu'elle mènera à bien des études et que personne ne l'entravera dans ses projets d'émancipation (déjà !), pas même un mariage forcé.

Cette pugnacité à faire prévaloir ses idées ne la quittera jamais.

Toute sa vie sera une défiance permanente à toutes formes d'ordre établi lequel vise ontologiquement à garder une sorte de tutelle de certains sur d'autres, les hommes sur les femmes, les colons sur les colonisés, les nantis sur les déshérités.

Ses combats qu'elle a voulu mener pour les femmes et non contre les hommes, (un combat féministe raisonnable et non un règlement de compte), contre le colonialisme et pour une société plus juste, ont trouvé leur plus belle expression dans l'exercice du métier d'avocat.

Il m'arrive de croire que « le procès de Bobigny » tenu en 1972 à l'occasion duquel elle a porté haut la parole pour la dignité en obtenant la relaxe d'une femme ayant avorté, a largement contribué à la loi de 1975 sur le droit à l'avortement élaborée par Simone Weil. Ce jour d'octobre 1972, Gisèle Halimi avait préparé les esprits chagrins à accepter que le monde ne pût rester figé, et aujourd'hui encore ce legs reste inestimable.

Si je n'ai pas eu le plaisir d'échanger avec elle, en toute confraternité, j'ai su qu'elle était présente lors d'une conférence donnée il y a quelques années dans la bibliothèque du palais de justice de Paris, dans laquelle j'étais venu parler de l'enfance algéroise d'Albert Camus. J'ai, aujourd'hui, la faiblesse de croire que les mots entendus ce jour-là, au milieu des boiseries et luminaires décoratifs, ont dû la toucher de par sa gémellité avec cet immense écrivain, et ce, malgré leur divergence sur la question algérienne.

Les mots qui ont été une des passions de sa vie et le prolongement naturel de ses engagements, Gisèle Halimi en a fait parfois des livres militants et toujours érudits. Elle en a profité pour raconter son enfance tunisienne. Il me revient en mémoire ce livre au titre d'élégie « *ne vous résignez jamais !* », titre qui devrait être le manifeste de tout le monde, confronté à l'adversité, notamment à nos jeunes filles des banlieues.

Ce combat contre l'adversité et l'ignorance, qui fut son plébiscite de tous les jours, s'est même invité lors de ses obsèques puisque les seuls ex-bâtonniers absents à l'occasion de ce recueillement étaient tous... des hommes !

Cette simple anecdote doit, Monsieur le Président, vous rasséréner et conforter que la place de cette femme est bien au Panthéon au milieu de « Grands Hommes ».

La ville de Marseille, un grand cadavre à la renverse ?

« Là-bas il faut tout raser, il faut tout reconstruire, il faut repeupler autrement ces quartiers... ».

Ce propos définitif tenu par un nouvel animateur de télévision aurait pu relever de ce buzz perpétuel des chaînes d'informations en continue si cet animateur ne fut, dans une autre et récente vie, le premier ministre de la France. Visiblement, cette invitation de Manuel Walls à tout détruire pour reconstruire dans ces quartiers marseillais gangrenés par la misère et les trafics de toutes sortes en a réjoui certains et désespéré d'autres. Et pourtant, s'il avait raison ! Et si cette lente déliquescence de la ville de Marseille était liée à une occupation d'un espace aménagé inique ! Un espace qui fait la part belle au front de mer, occupé par une population aisée dans des quartiers avec vue, à chaque tournant, sur la Grande Bleu au détriment d'une population pauvre et bannie dans les quartiers périphériques du nord et du sud de la ville ? En tous les cas, le constat d'une relégation de citoyens marseillais n'a pas échappé au Président de la République venu rendre une visite officielle à la ville, se mettre à son chevet et proposer d'injecter plusieurs milliards d'euros afin de répondre au défi d'une cité à nouveau prospère avec des habitants réconciliés dans chaque once du territoire.

La gageure est belle à relever mais reste utopique sans un vouloir vivre collectif volontariste insufflé par une politique municipale dégagée de tout esprit partisan. Au vrai, l'histoire de la ville de Marseille donne de l'espoir. Qu'on se rappelle à titre d'exemple. Jusqu'au sortir de la seconde mondiale, le centre-ville appartenait aux ouvriers et le tramway qui arpentait la ville se moquait des frontières fictives desservant tous les quartiers, riches et pauvres, avec la même équité : le verrou était levé. Mais cela ne dura qu'un temps, ce que le printemps est aux hirondelles. Le tramway finit par disparaître et les quartiers de nouveau verrouillés. Au début des années 1980 alors que des villes comme Grenoble se lançaient dans un vaste programme de construction de lignes pour faciliter une plus grande mixité sociale, la ville de Marseille, par l'effet d'un terrible miroir, s'interrogeait encore pour mettre un terme à ses bidonvilles, balafre non loin des Calanques, qui donnaient une image désastreuse de la cité phocéenne.

Nous ne devons pas mésestimer l'enjeu géopolitique d'une communion des communautés dans cette ville au sein d'une Méditerranée complexe et c'est rasséréné que nous devons regarder le lien qui unit cette population venue d'horizons lointains. Il suffit d'assister à un match de l'OM pour s'en ébaubir. Ouvrir les territoires et mélanger les populations c'est éloigner le spectre de la division et notre président a eu raison de le dire (en y mettant parfois l'accent marseillais).

Il faut toujours savoir d'où l'on parle et pour ce qui me concerne, je garde le souvenir du parcours de feu mon père venu d'Algérie, qui a participé à la Libération de la Provence en débarquant à Cogolin, héroïque dans la prise de la ville de Toulon aux Allemands et blessé sur la route qui devait le mener à Marseille. A son grand regret, il n'a pu participer avec « ses frères d'armes » au défilé sur la Canebière avec la 2e Division Blindée. Son histoire personnelle voulut qu'il fût un temps docker sur le port de la Joliette et de cette période il avait l'habitude de dire que Marseille est d'abord un port, réceptacle de toutes les misères humaines, et qu'à ce titre tous les Marseillais lui sont reconnaissant une fois affranchis des avatars de la vie.

Il s'agit juste de ne pas l'oublier, d'en garder une mémoire vive et de donner une juste place à toutes les composantes de cette ville à nulle autre pareille. A défaut elle subira le sort mortifère de ces corps agonisants à la renverse et sera appelée à l'insignifiance dans l'arc méditerranéen.

De quoi Zemmour est-il le nom : d'un olivier déraciné ?

Il est de tradition que toutes les élections présidentielles donnent lieu à la présence d'un candidat iconoclaste et non issu du séraïl politique. Qu'on se souvienne de René Dumont et de son verre d'eau bue (avec satiéte) pour nous rappeler l'inéluctable réchauffement climatique, de Coluche en tutu et agitant un plumeau en signe de nettoyage politique ! Cette élection n'y dérogera pas mais nulle dénonciation d'un monde égoïste ou franche rigolade à venir : nous sommes rentrés dans l'ère du rejet frileux avec Éric Zemmour pour symptôme. L'homme a de la répartie avec un bagage léger de propositions sérieuses...tout pour aller loin.

On est en droit de s'interroger sur la signification de l'intérêt suscité dans l'opinion publique par cette candidature. Est-ce un effet de mode automnal ou l'intérêt perdura-t-il ? La deuxième hypothèse laisserait poindre une évolution inquiétante de notre société.

Dans l'obsession d'Éric Zemmour d'une immigration submergeante, c'est son rapport avec lui-même qu'il met en abîme avec une lecture dévoyée de l'histoire de France. Un pays qui a fait de l'intégration des immigrés un creuset national et son identité. Durant les flux migratoires du siècle dernier, la France a accueilli des italiens et des espagnols fuyant misère et dictatures, des arméniens et des juifs confrontés à l'innommable, et puis, au sortir de la seconde guerre mondiale, des indochinois, des africains et des maghrébins (dont la famille Zemmour), reliquat de la colonisation.

Oublieux de ce passé, cet homme propose, en projet présidentiel, que les prénoms des enfants issus de l'immigration ne puissent plus porter trace de leur histoire originelle en les « francisant ». Mais si nous suivons sa dialectique absurde, il faudrait aussi franciser les noms ! Le sien « Zemmour » signifie « olivier » en langue berbère et renvoie à l'autre rive de la Méditerranée, là où ses ancêtres devaient porter beau l'habit traditionnel kabyle. Du nom Zemmour qui claque à la prononciation, du nom patronymique rappelant une histoire millénaire, il n'en resterait rien si ce n'est un olivier déraciné.

Pour faire bonne mesure, ce même homme veut abolir les livres d'histoire en nous expliquant doctement que Pétain a été un protecteur de la communauté juive durant la Collaboration avec l'Allemagne nazie. Ce travestissement de la réalité est une faute morale. Qu'il le sache, cette frange extrémiste de droite, dont il veut emporter l'adhésion par ce propos mensonger, ne l'aime pas et ne l'aimera jamais.

Il devrait se souvenir d'un certain Emmanuel Berl, écrivain et essayiste patriote d'origine juive, lequel s'était fourvoyé un temps avec l'extrême droite française en écrivant les discours de Pétain. Il finit par se rendre compte que les pétainistes n'avaient que des vues mortifères sur le devenir de sa communauté. Emmanuel Berl s'était ressaisi à temps, gardant une blessure intime le reste de sa vie. On ne peut que souhaiter le même ressaisissement pour Éric Zemmour.

A défaut, ses prises de positions provocantes sont de mauvais augure puisqu'il est question de renoncer à tout ce qui fait l'honneur et la grandeur de la France.

Triste perspective d'un pays sans racine.

Court éloge de l'avocat pénaliste

Prenant connaissance de la mise en examen d'un nageur français champion olympique pour des faits de viol sur mineure, j'ai été surpris à la lecture des faits rapportés par la presse de constater qu'elle avait juste cité l'avocat présent. Il était question d'un juge d'instruction qui, de conserve avec le Parquet, avait demandé la mise en détention mais nenni de l'avocat (en l'occurrence une avocate) ! Une détention à laquelle le nageur a échappé par la volonté du juge idoine et un peu, il faut le croire, par la plaidoirie de l'avocate qui a su faire prévaloir les garanties de représentation du mis en cause. On n'a retenu que la mise en liberté, et l'avocat...aux oubliettes.

Que dire de l'avocat intervenant dans les affaires d'un quotidien un peu sombre et que l'on appelle par commodité « les faits divers » ? Il est définitivement enfoui dans les limbes de la procédure judiciaire, rangé dans un rouage nébuleux, alors qu'il ne saurait y avoir une bonne justice rendue sans sa présence régulatrice. On préfère s'attarder sur les affaires criminelles, écumes de la profession, souvent médiatisées en oubliant de savoir séparer les choses du bruit qu'elles font !

Faire l'éloge de l'avocat « du petit pénal » dans cette justice aux relents expéditifs par les temps incertains qui nous guettent, c'est juste rappeler que sa seule présence lors d'un procès, donne la crédibilité à la décision rendue, une décision dans laquelle il aura souvent joué la partition la plus difficile : défendre un mensonge au non d'une demi-vérité, parfois l'inverse ou pis encore... défendre la vérité.

Pourtant cette partition jouée n'a de sens que si les autres acteurs judiciaires du procès en acceptent la règle.

Je garde le souvenir d'une affaire de vol en bande organisée qui m'a été donnée de plaider, il y a quelques années. J'avais eu pour partenaire en défense pénale, un avocat lyonnais d'origine corse (il y tenait), qui avait magnifiquement plaidé en vieux briscard mêlant rigueur dans le rappel des faits et maîtrise de la règle de droit sans oublier de manier ici ou là un humour bienvenu. L'audience terminée tard dans la nuit, je le lui avais dit. Sa réponse m'avait plu « *nous plaidons et c'est le juge qui tranche* » ajoutant avec une pointe de malice, « *il faut juste l'aider à bien trancher* ». Tout était dit !

En aspérité, il faut entendre que l'avocat pénaliste par sa plaidoirie doit inviter le tribunal à douter et à accepter une relecture du dossier à l'aune de cette part de vérité qui sommeille dans chaque prévenu. Elle peut être discutable mais elle doit exister lors de l'audience surtout en présence d'un procureur, souvent concassant dans ses réquisitions à l'endroit du prévenu.

Plus que jamais, dans une société devenue peu grégaire à regarder dans la même direction, dont on devine chaque jour passant et crise sanitaire abondant qu'elle est au bord de l'implosion, tout ce qui peut aider à la pacifier est salutaire. Dans cette perspective, l'institution judiciaire en est une place forte. Chaque semaine devant nos tribunaux, des grandes villes jusqu'aux zones rurale, des hommes et des femmes portant une robe noire, relèvent ce défi et munis d'une conviction chevillée au corps s'y attellent

L'honneur d'un peuple à vouloir vivre debout ou des raisons de relire Albert Camus !

En juillet 1943 alors que l'issue de la seconde guerre mondiale restait incertaine, Albert Camus, entré en Résistance, décidait d'écrire dans la clandestinité une série de lettres (fictives) à un ami allemand. L'une d'entre elles mérite d'être rapportée alors que nous regardons, médusés, les images d'une guerre improbable en Europe à deux heures de vol d'avion de Marseille. Cette lettre écrite au cœur d'une ville encore assiégée par l'Armée allemande avait pour cadre la ville de Paris et pour récipiendaire un ami allemand.

Elle pourrait être adressée aujourd'hui à un ami russe, et écrite par un ukrainien de Kiev. En voici un extrait : « *je vous écris d'une ville privée de tout, sans lumière et sans feu, affamée, mais toujours pas réduite. Bientôt quelque chose y soufflera dont vous n'avez pas encore l'idée* ».

Tout envahisseur armé devrait méditer sur ce souffle patriotique qui peut tout emporter !

L'Histoire regorge de ces pays persuadés de leur magnificence et qui ont fini, à leurs tours, dévastés à vouloir assujettir. De l'empire romain césarien à l'Allemagne hitlérienne avec leur vision « agrophage » du monde, toutes ces civilisations ont connu le même sort : la disparition !

Quid de la Russie et sa quête hégémonique ? Il est fort à parier que si elle ne se ressaisit pas, son sort sera celui qui fut celui de l'empire tsariste et son prolongement, l'URSS. Un ressaisissement salutaire mais qui ne viendra jamais si elle n'est pas aidée en ce sens. Allez donc expliquer à un russe tenant d'une grande civilisation, celle de Dostoïevski et de la première conquête de l'espace par l'homme, que son monde est devenu arbitraire et injuste sans en lui expliquer les raisons ! Il ne sert à rien de blâmer un peuple et Camus dans sa lettre à un ami allemand rappelle qu'il ne s'adresse pas aux allemands mais aux nazis. Il convient juste de dénoncer le comportement psychorigide d'un homme, nostalgique d'une Russie qu'il croit éternelle et invulnérable, tout faire pour le ramener à la raison, lui et sa cohorte d'affidés, afin d'éviter une guerre frontale. Je veux parler de Vladimir Poutine.

La communauté internationale ne se trompe pas par une graduation de ses sanctions en frappant d'abord le portefeuille des oligarques russes puis en éloignant la Russie des marchés financiers et du négoce international. Si certains les trouvent trop timorées, souvenons-nous que ce pays est détenteur de l'arme nucléaire et Poutine a tôt fait de l'évoquer, de manière subliminale, lors de son annonce de l'invasion de l'Ukraine ! Cet homme sort de l'école du monde d'avant l'effondrement du mur de Berlin, marqué par deux blocs prêts à se dévorer, tels deux fauves, l'un capitaliste et l'autre communiste, avec ce concept vertigineux de « l'équilibre » tenu par la terreur nucléaire.

Nous ne devons jamais l'oublier en espérant que la vie restera toujours ce qu'il faut sauver, même pour Poutine !

Il y a juste une perspective historique qui semble lui échapper : aucun peuple n'est resté sous le joug d'un autre peuple ou sous son asservissement bien longtemps, malgré les massacres et les charniers. Nous pouvons faire confiance aux ukrainiens pour le lui rappeler, dix jours, dix mois, dix ans...peu importe, l'issue est inéluctable.

La décolonisation en est l'illustre exemple.

Lettre à un ami juif

Cher Dany,

Tu viens de raccrocher le téléphone. J'ai ressenti, pendant notre conversation, la fatigue et le désarroi qui sont les tiens face aux événements survenus et constitutifs au funeste « 7 octobre ». Toi dont l'engagement sans faille pour un monde meilleur reste la marque de fabrique. Alors je t'écris ces quelques lignes qui devraient un peu te rasséréner.

« *On ne peut me demander de protester contre une certaine répression, ce que je fais, et de justifier un certain terrorisme, ce que je ne ferai jamais* ». Ainsi s'était exprimé Albert Camus en 1957 à l'injonction faite par un journal anglais afin qu'il prenne position sur la vague d'attentats frappant les rues d'Alger à la suite de la répression militaire engagée par la France.

L'histoire ne cessant de bégayer, cette phrase camusienne est à la juste mesure de ce que nous demandons aujourd'hui à la communauté juive de France (dont tu fais partie) au regard de ce qui se passe aujourd'hui en Palestine : répondre tout à la fois à l'innommable attaque en Israël de civils par un groupe terroriste et se justifier sur une réponse militaire israélienne disproportionnée qui finit par dépasser tout entendement.

Cette injonction faite à prendre position est malvenue, injustifiée et marquée du sceau de l'ignorance parce que la communauté juive n'est pas un bloc monolithique qui pense la même chose sur la marche du monde et plus particulièrement sur celle qui doit prévaloir au Proche-Orient. Au sein de cette communauté, certains peuvent ne rien penser et, pour ceux qui ont un point de vue, il est peut-être celui du simple citoyen français. S'il était dicté par un lien affectif avec l'État hébreu, il y a entre les suppôts d'un État d'Israël messianique en quête du Grand-Israël, fermé à tout dialogue avec les palestiniens, et les promoteurs d'une Palestine à deux États (pour laquelle tu t'es toujours prononcé) un fossé abyssal !

Comment se faire entendre pour ceux qui, comme toi et bien avant le 7 octobre, militent pour la coexistence pacifique de deux États dès lors qu'ils sont assimilés à la politique menée par l'actuel gouvernement israélien, injuste pour le peuple palestinien ?

S'ils évoquent l'horreur du massacre de civils israéliens et leur attachement à l'État d'Israël (îlot de démocratie, même imparfaite, dans cette partie du monde), on leur rétorque que c'est au nom d'un prétendu judéo-centrisme ? S'ils s'indignent des bombardements de l'aviation militaire israélienne sur la Bande de Gaza frappant sans discernement les populations civiles, on les accuse de duplicité en les renvoyant à la politique colonialiste de Benjamin Netanyahu en Cisjordanie. La lutte est perdue d'avance face à ce « on », prénom personnel bien impersonnel, recouvrant tous ceux contre lesquels le discours rationnel est stérile.

Pour te rassurer, si besoin, c'est cette même lutte à laquelle Albert Camus dût répondre en son temps : ramené à son statut de colon par les nationalistes algériens lorsqu'il évoquait son attachement indéfectible à sa terre natale et, en même temps, jeté aux gémomies par les ultra-nationalistes français lorsqu'il prenait fait et cause pour les droits des algériens aspirant à vivre en hommes libres et dans la dignité sur leur terre. Cette terre algérienne dont mes ancêtres sont issus.

Comme tu vois, avec Camus, tu es en bonne compagnie !

Que reste-t-il quand le discours clairvoyant devient inaudible ? Que reste-t-il quand l'éloge de la nuance est moqué ? Camus donna la réponse en son temps... le mutisme pour cesser de répondre à la bêtise qui a la fâcheuse habitude de toujours insister.

C'est l'attitude que tu as décidé d'adopter en restant silencieux, préférant lire, marcher, faire du sport, dans l'attente d'un temps moins incertain pour la paix. Elle t'honore.

Espérons que cette paix sera de notre vivant juste pour nous rendre ensemble en vacances à... Jérusalem !

Amitiés

Rester acteur du monde comme il va !

Il n'y a rien de plus terrible que « *d'avoir une âme habituée* » ! Ces mots tirés de l'œuvre en prose de Charles Péguy doivent interroger et bruire en nous comme une annonce peu réjouissante parce qu'une âme habituée sera toujours celle d'un homme qui a renoncé face à l'adversité. Devant l'Histoire qui s'invita au moment de la Première Guerre Mondiale, Charles Péguy, en accord avec ses écrits, s'y refusa en objectant son patriotisme. Il répondit à la mobilisation par refus de la défaite, et tomba sur le champ de bataille...d'une balle logée dans la tête. Se donner des principes jusqu'à en mourir plutôt que de faillir.

Et si Charles Péguy avait raison dans le triste constat de cette menace diffuse du renoncement qui ne prendrait pas la forme de la désertion du champ de bataille avec son alignement de soldats mais, plus pernicieuse, celle d'une société emplie de témoins résignés.

Vivre, entre un passé définitivement refoulé par le présent et un futur inane devenu vaine préoccupation, serait notre nouvelle « âme habituée ».

Dans ce monde qui se prépare, les candides diront que témoin c'est la place la plus confortable pour aller de l'avant sans s'encombrer l'esprit du doute, lourd fardeau pour de frêles épaules. Les lucides rétorqueront que si nous refusons de sauvegarder la trajectoire de ce monde comme il doit aller, certains vont décider d'en prendre les commandes. Aux manettes, ils deviendront les nouveaux prescripteurs. Il suffit de s'attarder sur les réseaux sociaux pour constater que les lucides ont visé dans le mille !

Aujourd'hui, la plaie est ouverte, ne manque que l'infection qui ne saurait tarder. Mais de quelle infection s'agit-il ? Elle porte pour nom « l'ignorance » ouvrant la voie à toutes les impostures dont la première d'entre-elles consiste à vouloir revisiter l'histoire. On veut tout contester, tout déboulonner, à commencer par les statues qui trônent sur les places de nos villes, dès lors que l'ignorance s'est faite loi et autorise.

Point de salut pour nos Grands Hommes !

Pour preuve et symptôme d'un passé ignoré et revisité en même temps : la statue de l'écrivain-philosophe Voltaire. Il faut s'y attarder. Parce qu'au cours du XVIII siècle cet homme possédait des actions (trois en tout et pour tout) dans une compagnie maritime faisant commerce d'esclaves, il doit définitivement disparaître de l'espace public au nom d'une indignation « éveillées ». Si notre réprobation à l'atteinte à la dignité des hommes ne s'accorde d'aucune réserve et reste une ligne infranchissable, doit-on oublier ce que Voltaire, philosophe, apporta à la pensée humaine ?

Oublier qu'il fut le rédacteur audacieux, courageux et espiègle d'un traité sur la tolérance, dénonciation du fanatisme religieux.

Oublier son hymne à l'égalité qu'il convoitait pour tous les hommes, sans distinction, loin de toute spéculation divine.

Oublier que sans lui et ses amis encyclopédistes, point de Révolution Française qui inspira et continue d'inspirer bon nombre de peuples d'Amérique et d'Afrique à la recherche d'un idéal démocratique.

De tout cela, au crédit de Voltaire, nous devrions faire table rase et retenir seulement les trois actions : une sélection par omission. Cette pensée sélective soustrait au lieu d'additionner, rejette au lieu de comprendre, ferme la discussion au lieu de l'ouvrir.

Si elle parle aujourd'hui en maîtresse des débats, c'est que l'écho des mots de Charles Péguy est devenu trop lointain. Par paresse ou démission, nous laissons libre cours à l'idée que « tout annihile tout » le bien comme le mal, le vrai comme le faux, alors à quoi bon s'exténuer à promouvoir la rectification !

Cette déclinaison par l'absurde du sort que l'on voudrait réservier à Voltaire, si on n'y prend pas garde, résume l'état d'esprit qui est le mien dans la rédaction de ces quelques lignes.